

Avis adopté

Séance plénière du 14 mars 2023

Inégalités de genre, crise climatique et transition écologique

Déclaration des groupes Environnement et nature & Familles

Le mérite du travail présenté dans cet avis est de démontrer que la préservation de la planète et du climat va de pair avec la nécessité d'évolutions profondes de la société, parmi lesquelles la justice de genre qui apparaît comme un élément central de la justice climatique. Le contexte actuel est marqué par le fait que l'ensemble des politiques publiques prennent bien peu en compte cet enjeu.

De nombreuses organisations et textes internationaux ont souligné, depuis 1992 au Sommet de la Terre à Rio, l'impérieuse nécessité d'intégrer l'égalité entre les femmes et les hommes dans les solutions pour un développement durable et pour la résorption des crises climatiques et de biodiversité.

Malgré toutes ces déclarations de bonnes intentions, les progrès concrets ont été très lents. La responsabilité en est partagée à tous les niveaux.

Jusqu'à présent le GIEC ne s'est penché que très superficiellement sur le sujet.

Les COP climat ou biodiversité successives n'y ont pas accordé l'intérêt auquel elles s'étaient engagées. Du côté des ONG, hormis les associations féministes, très rares sont les organisations humanitaires, environnementales ou de développement qui intègrent la question de genre dans leurs analyses ou propositions.

Le même constat peut être dressé vis-à-vis des entreprises et des collectivités territoriales. Chaque actrice et acteur est désormais au défi de combiner son action en faveur du climat avec les exigences de l'égalité des sexes.

Le groupe Environnement et Nature et le groupe Familles formalisent dès lors une recommandation : traduire, dans un calendrier opérationnel, les actions concrètes permettant d'inscrire les enjeux de genre dans le traitement de la crise climatique.

Tout comme les crises géopolitique, financière, ou liée à une catastrophe naturelle, la crise climatique a des conséquences économiques et sociales touchant en priorité les plus fragiles et les plus précaires.

Parmi eux, les femmes sont surreprésentées, notamment les mères de famille avec enfants, particulièrement quand elles sont en situation de monoparentalité.

L'actualité le rappelle avec le débat sur la réforme des retraites, le pouvoir d'achat et l'autonomie financière des femmes sont loin d'être comparables à ceux des hommes.

Le mouvement d'émancipation des femmes, débuté il y a plus d'un siècle et qui s'est accéléré depuis cinquante ans, est loin d'être achevé, ici et ailleurs. Les mesures à prendre face à la crise climatique devront s'appuyer sur le savoir-faire avéré des femmes pour s'adapter et faire vivre leur famille, tout en s'assurant que ces mesures n'aient pas d'effet collatéral négatif sur leurs droits acquis.

Pour prévenir ces risques, aux niveaux national, européen et mondial, les femmes devront être des actrices majeures de ce combat collectif. Elles devront être, à parité avec les hommes, dans l'ensemble des organes de décisions politiques et de gouvernance. Ainsi elles pourront contribuer à la définition des stratégies en apportant les solutions innovantes et résilientes dont elles ont l'expérience.

Le futur de la planète est un sujet essentiel pour les familles et c'est en leur sein que se développent les écogestes. De plus en plus, les enfants influencent les modes de consommation des parents et grands-parents pour un développement durable. Ces pratiques familiales, qui favorisent également les liens intergénérationnels, doivent être mieux connues et encouragées.

Face aux bouleversements de la planète qui en sont encore qu'au stade des prémices, la difficulté d'une transition écologique juste consiste donc à tenir compte de l'urgence de l'action, tout en évitant les écueils de la mal-adaptation.

Les planifications sectorielles nationales intégreront les femmes comme actrices à part entière des décisions publiques. A l'international, une diplomatie féministe efficace devra être déployée.

Le groupe Environnement et Nature et le groupe Familles saluent un travail original et novateur, qu'ils ont voté.

Nous souhaitons qu'il soit prolongé par d'autres productions sectorielles des formations de travail du CESE, intégrant à sa juste place, d'une part, le rôle des femmes resté trop longtemps invisible et, d'autre part, la bataille pour l'égalité comme corollaire indispensable des politiques environnementales et climatiques.